

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100663-20241219-20241219-028-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/01/2025

Publication : 07/01/2025

**COMMUNAUTÉ URBAINE D'ALENÇON****Extrait du registre des DÉLIBÉRATIONS du Conseil de Communauté****SEANCE DU 19 DÉCEMBRE 2024**

**L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à dix-huit heures et trente minutes,** le Conseil de Communauté, sur convocation adressée le 13 décembre 2024 et sous la présidence de Monsieur Joaquim PUEYO, s'est réuni en séance publique à la Halle aux Toiles d'Alençon.

**ÉTAIENT PRÉSENTS** Mesdames et Messieurs les Conseillers en exercice, sauf :

M. Daniel BERNARD qui a donné pouvoir à Mme Nathalie RIPAUX, Mme Patricia BOISNARD qui a donné pouvoir à M. Jérôme LARCHEVEQUE, Mme Christiane COCHELIN qui a donné pouvoir à M. Daniel VALLIENNE, M. Joël DEMARGNE qui a donné pouvoir à M. Joaquim PUEYO, M. Philippe DRILLON qui a donné pouvoir à Mme Sophie DOUVRY, M. Stéphane FOURNIER qui a donné pouvoir à Mme Anne-Sophie LEMEE, Mme Coline GALLERAND qui a donné pouvoir à Mme Nathalie-Pascale ASSIER, M. Michel GENOIS qui a donné pouvoir à M. Gérard LURCON, M. Patrick JOUBERT qui a donné pouvoir à M. Richard MARQUET, M. Jean-Patrick LEROUX qui a donné pouvoir à M. Patrick COUSIN, M. Alain MEYER qui a donné pouvoir à Mme Monique OLIN, Mme Sylvie POIRIER-CHRISTIAN qui a donné pouvoir à M. Eric MORIN, M. Emmanuel TURPIN qui a donné pouvoir à Mme Catherine MAROSIK, Mme Brigitte ZENITER qui a donné pouvoir à Mme Fabienne MAUGER.

M. Francis AIVAR, M. Romain BOTHET, M. Jean-Noël CORMIER, Mme Sylvie GAILLARD, M. David LALLEMAND, M. Jean-Marie LECLERCQ, M. Edgar MOULIN, Mme Catherine REBILLON, Mme Martine VOLTIER, excusés.

**Secrétaire de séance : LAMBERT Joseph**

**Le procès-verbal** de la dernière réunion du **17 octobre 2024** est adopté à l'unanimité.

**N° 20241219-028**

**URBANISME**

**Révision Allégée n° 3 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) - Prescription et définition des modalités de concertation (Arçonnay - Projet de Gendarmerie)**

***Planification, Prospectives***

NL/SJ/GC/DaG/CT

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L103-2, L103-3, L103-6, L153-11, L153-14, L153-21, L153-23, L153-32, L153-34, R153-3, R153-12, R153-20, R153-21 et R153-22,

Vu la délibération du Conseil de Communauté du 14 décembre 2024 approuvant la révision du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi),

Vu la conférence intercommunale du 12 décembre 2024 rassemblant, à l'initiative du Président, l'ensemble des maires des communes membres, relative à la définition des modalités de collaboration entre la Communauté urbaine d'Alençon (CUA) et les communes,

Il est exposé les motifs qui justifient la révision dite « allégée » du PLUi et les objectifs poursuivis par la Communauté Urbaine dans le cadre de cette révision dite « allégée ».

La commune d'Arçonnay a été retenue pour accueillir un équipement de gendarmerie et les logements de fonction associés. Au regard du programme et de la sollicitation du service immobilier de la gendarmerie, et du projet d'aménagement d'un giratoire sur la départementale 338 pour assurer une desserte sécurisée au site retenu, il est proposé que puisse être redéfinie la zone à urbaniser pour prendre en compte l'ensemble de ces éléments. La redéfinition de la zone d'aménagement devra s'inscrire dans le respect de la capacité maximale actuelle de la zone à urbaniser (1AUGc – Orientation d'aménagement et de Programmation n° 8) définie au PLUi (2 Ha) et prendre en compte un découpage fonctionnel pour le terrain agricole restant.

La CUA étant l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) compétent en matière d'urbanisme, cette révision dite « allégée » est à mener sous l'autorité du Président de la Communauté Urbaine.

Considérant la conférence intercommunale du 12 décembre 2024 réunissant les maires des communes membres de la CUA pour débattre des modalités de collaboration entre la CUA et les communes membres pour la révision « allégée » du PLUi,

Conformément à l'article L103-2 de Code de l'Urbanisme, le projet fera l'objet d'une concertation de la population dont les modalités seraient les suivantes :

- la mise à disposition de la population et des associations locales, en continu et jusqu'à l'arrêt du projet, et à l'Hôtel de Ville d'Alençon, siège de la CUA, et en mairie d'Arçonnay d'un dossier reflétant l'état d'avancement de la réflexion et d'un cahier destiné à recevoir les observations et contributions du public,
- la mise en consultation du projet sur le site internet de la CUA,
- une réunion publique pourra être organisée par la Communauté Urbaine, en liaison et en accord avec la commune concernée.

Conformément à l'article L153-34 du Code de l'Urbanisme, le projet de révision arrêté, qui ne porte pas atteinte aux orientations définies dans le projet d'aménagement et de développement durables, fera l'objet d'un examen conjoint de l'Etat et des personnes publiques associées, mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'Urbanisme, à savoir :

- les Préfets de l'Orne et de la Sarthe,
- le Président du Conseil Régional des Pays de la Loire,
- le Président du Conseil Départemental de la Sarthe,
- le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mans et de la Sarthe, de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Sarthe, et de la Chambre d'Agriculture de la Sarthe,
- Monsieur le Maire de la commune d'Arçonnay.

La CUA est également associée au titre d'EPCI compétent en matière de Programme Local de l'Habitat (PLH), du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) et en tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité.

Conformément à l'article R104-11 du Code de l'Urbanisme, dans le cas où le projet serait susceptible d'avoir un impact significatif sur un site Natura 2000, l'avis de l'autorité environnementale sera sollicité.

Conformément à l'article L103-6 et R153-12 du Code de l'Urbanisme, le projet arrêté sera soumis à enquête publique, accompagné du bilan de la concertation et du procès-verbal de la réunion d'examen conjoint.

Vu l'avis favorable de la commission communautaire n° 2 « Aménagement du territoire » du 5 novembre 2024,

Vu l'avis favorable du Bureau Consultatif, réuni le 12 décembre 2024,

le Conseil, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DÉCIDE** la mise en œuvre de la révision dite « allégée » n° 3 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi),
- **ACCEPTE** les modalités de concertation exposées ci-dessus,
- **DÉCIDE** de s'engager à inscrire les crédits nécessaires au financement des dépenses afférentes à cette révision dite « allégée » au budget des exercices considérés,
- **PRÉCISE** que la présente délibération :

\* sera notifiée, conformément à l'article L153-11 du Code de l'Urbanisme, aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'Urbanisme :

- à Messieurs les Préfets de l'Orne et de la Sarthe,
  - au Président du Conseil Régional des Pays de la Loire,
  - au Président du Conseil Départemental de la Sarthe,
  - au Président de la Chambre de Commerce et de l'Industrie du Mans et de la Sarthe, de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Sarthe, et de la Chambre d'Agriculture de la Sarthe,
  - à Monsieur le Maire d'Arçonnay,
  - à la Communauté Urbaine d'Alençon, en tant qu'Etablissement Public compétent en charge du Schéma de Cohérence Territoriale, en matière de Programme Local de l'Habitat, et Autorité Organisatrice de la Mobilité,
- \* fera l'objet, conformément aux articles R153-20 et R153-21 du Code de l'Urbanisme, d'un affichage pendant un mois et à l'Hôtel de Ville d'Alençon, siège de la Communauté Urbaine, en mairie d'Arçonnay, et d'une mention dans un journal diffusé dans le Département de l'Orne et de la Sarthe,

\* sera exécutoire après sa réception par Monsieur le Préfet de l'Orne et accomplissement de la dernière des mesures de publicité visées ci-dessus,  
\* sera publiée, conformément à l'article R153-22 du Code de l'Urbanisme, sur le portail national de l'urbanisme.

- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son délégué à signer tous documents utiles relatifs à ce dossier.



Pour extrait conforme,  
Pour le Président,  
Le Vice-président délégué,

Gérard LURCON